

Liberté de la presse : La France tombe à la 45e place du classement mondial



Selon le classement de Reporters Sans Frontières (RSF) publié mercredi, cette chute de 7 places serait due à "une poignée d'hommes d'affaires".

Dans son [classement annuel](#) publié mercredi 20 avril, l'organisation Reporters Sans Frontières (RSF) souligne tout d'abord pour 2016 un recul général de la liberté de la presse dans le monde. C'est le cas en particulier pour le continent américain, qui passe pour la première fois derrière l'Afrique.

"Tous les indicateurs du classement témoignent d'une dégradation. De nombreuses autorités publiques essaient de reprendre le contrôle de leurs pays, craignant de trop grandes ouvertures du débat public", a commenté auprès de l'AFP Christophe Deloire, secrétaire général de RSF.

Pour RSF, cette tendance serait due à une avancée des nouvelles technologies, qui favoriseraient les intérêts privés, ou publics en haut-lieu :

"On entre dans une nouvelle ère de la propagande où les nouvelles technologies permettent à bas coûts de diffuser sa propre communication, son information, sous la dictée. Face à eux, les journalistes sont des empêcheurs de tourner en rond", précise Christophe Deloire.

Depuis sa création il y a quatorze ans, le classement de RSF porte sur 180 pays et se fonde sur des indicateurs-clés tels que pluralisme, indépendance des médias, environnement et autocensure, cadre légal, transparence, infrastructures et exactions.

Par rapport à 2015, la France est toujours loin d'occuper le Top 15. Elle perd 7 places, et se situe à la 45^e place mondiale en termes de liberté de la presse.

RSF attribue cette mauvaise note au concours d'une " poignée d'hommes d'affaires ayant des intérêts extérieurs au champ des médias finissent par posséder la grande majorité des médias privés à vocation nationale".

D'après RSF, l'Europe reste le continent où la presse est la plus libre, mais tend à la baisse en raison du "détournement du contre-espionnage et de la lutte contre le terrorisme, [de l'] adoption de lois permettant une surveillance à grande échelle, [de l'] augmentation des conflits d'intérêts, [de la] mainmise de plus en plus grande des autorités sur les médias publics et parfois privés. Le continent ne s'illustre pas par une trajectoire positive", note le rapport 2016.

En Amérique du Nord, la cyber-surveillance confère la 4^e place aux Etats-Unis. Le Canada a perdu 10 places (18^e) "pendant la fin du mandat de l'ancien Premier ministre Stephen Harper", selon RSF.

En partant de la fin du classement, la plus mauvaise place revient à l'Érythrée (180), suivie de la Corée du Nord (179), du Turkménistan (178), de la Syrie (177) et de la Chine (176).

En haut du podium, la Finlande se situe toujours à la première place pour la sixième année consécutive, suivie des Pays-Bas (2) et de la Norvège (3).

A LIRE AUSSI : [La presse américaine considère que le programme sécuritaire de Cruz et de Trump est déjà appliqué quelque part... et que ce quelque part, c'est la France !](#)